

# Un rassemblement contre la suppression de classes dans des écoles du Havre

Des parents d'élèves des écoles Molière, Thionville et des Douanes organisent un rassemblement au Havre (Seine-Maritime) mardi 13 février 2024 contre le projet de carte scolaire.



Des parents d'élèves des écoles Molière, Thionville et des Douanes organisent un rassemblement au Havre (Seine-Maritime) mardi 13 février 2024.

Ils veulent dire "non à la fermeture de classes" au Havre (Seine-Maritime). Et pour se faire entendre, des parents d'élèves des écoles Molière, Thionville et des Douanes organisent un rassemblement au square Holker mardi 13 février 2024 à 17 heures.

Leur colère se fonde sur l'avant projet de carte scolaire esquissé dans le premier degré. Celui-ci prévoit la suppression de 30 postes, soit 30 classes, contrebalancé par 11 ouvertures à la rentrée de septembre 2024. Concrètement, 19 classes seraient vraiment menacées.

## Des classes surchargées

Au sein du quartier Danton, les maternelles de Thionville et des Douanes passeraient ainsi de quatre à trois classes.

"C'est un quartier mixte, observe Julie Le Mazier, parent d'élève d'enfants scolarisés à Thionville, jointe par 76actu. Des enfants défavorisés y sont scolarisés. Or on sait que les élèves venant de milieux populaires ont plus de difficultés à l'école. Le fait qu'il y ait moins d'élèves par classe permet notamment d'y remédier."

Jusqu'à présent l'effectif est de 27 par classe d'âge, "la directrice les répartissait entre deux niveaux, déplore la parent d'élèves. "Moins de classes, cela veut dire moins de niveaux, dans lesquels il faudra faire rentrer tout le monde".

Selon elle, l'accueil des tous petits dans ces établissements serait également menacé. "La directrice nous l'a dit clairement, si on lui supprime une classe, elle ne peut plus les accueillir", avance Julie Le Mazier. Actuellement, une dizaine d'enfants sont ainsi accueillis à partir de 2 ans et demi.

Un courrier adressé au rectorat

Située dans le quartier de l'Eure, l'école primaire Molière connaît une problématique similaire. Placée en réseau prioritaire renforcé (rep +), elle bénéficie de dédoublement des classes de CP et de CE1. A l'origine ces classes devaient compter 12 élèves.

[Le père du](#)

"On nous retire un enseignant dans une des classes, la moyenne d'élève montera à 14-15", chiffre Sarah Ladam, enseignante de CE1, affiliée à la CGT. "Le fait que des classes soient plus chargées nous fait aussi craindre pour les conditions de travail de tout le monde, c'est vraiment des classes dans lesquelles les enfants ont beaucoup de difficultés."

Pour faire valoir leur crainte, un courrier a été envoyé par les parents d'élèves de Thionville et des Douanes mardi 6 février au rectorat, auquel s'ajoute une pétition. Sans retour pour le moment.

On n'est pas entendu

*Julie Le Mazier, - Parent d'élèves*

Des arbitrages présentés jeudi 15 février

Les échanges avec la direction académique des services de l'Éducation nationale (Dasen) se sont pour l'instant uniquement déroulés en groupe de travail avec les organisations syndicales. C'est là qu'ont été annoncées les premières prévisions d'ouverture et de fermeture de classes de la future carte scolaire dans le premier degré.

"En Seine Maritime, l'académie avait annoncé la suppression de 14 postes, il y a beaucoup plus de suppressions que nécessaire", déplore Sarah Ladam, enseignante à Molière, et militante CGT qui espère une révision du projet, encore provisoire.

[<span title="commune" class="border-type-commune" data-entite-type="commune" data-entite-id="8384aba9-f2ab-4f19-93f7-0061de053fe6">Le Havre</span>. Deux jeunes mordus d'escalade aux championnats de France de bloc](#)

"L'académie a seulement ciblé les écoles susceptibles d'avoir une fermeture de classe, on est pas certains qu'elles ferment, reconnaît Sarah Ladam. Mais nous ne sommes pas très sereins."

Une prochaine réunion de concertation aura lieu ce jeudi 15 février avec la présentation des nouveaux arbitrages. Le vote du projet est prévu le soir. Contactée, la Dasen n'a pas souhaité communiquer ses priorités pour la rentrée 2024, avant la fin du processus.